

COLLECTION " LU POUR VOUS "

n°44 - février 2025

Le travail. Une valeur en voie de disparition ?

Synthèse du livre
de Dominique Méda

leDoTank

en partenariat avec



Synthèse rédigée par **Corentin SANTILLI**,

ENS Paris-Saclay, à partir de :



Dominique Méda – *Le travail. Une valeur en voie de disparition ?* –
Éditions Flammarion – Collection Champs Essais – 2021 [1995]

Dominique Méda est professeure de sociologie à l'université Paris Dauphine-PSL. Elle dirige également l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO) depuis 2014. Ses travaux portent, en grande partie, sur les questions sociales, notamment sur celle de l'emploi.

La collection "Lu pour vous"

La collection "Lu pour vous" propose des synthèses de travaux académiques qui font référence sur des questions liées à la Responsabilité Sociale, Sociétale et environnementale des Entreprises (RSE).

Chaque thématique a vocation à être abordée par des auteurs ayant des opinions contrastées.

Ces notes de synthèse ne présentent pas un avis du DoTank et n'engagent pas sa responsabilité quant aux points de vue exprimés : elles n'ont d'autre ambition que de mettre à la disposition du lecteur des ressources pour sa réflexion et de lui donner envie d'aller plus loin dans la découverte des ouvrages et de leurs auteurs.

Le travail. Une valeur en voie de disparition ?

Avant-propos

La RSE accorde une place centrale au rapport entretenu par les salariés au travail, qui a vocation – idéalement – à les émanciper sans pour autant écraser leur vie. Autrement dit, le travail, pour essentiel qu'il soit dans la construction de l'individu, ne doit pas oblitérer le loisir et les autres aspects de la vie.

Or, c'est précisément à cette place du travail dans la vie – de l'individu et de la société – que s'intéresse Dominique Méda dans *Le travail. Une valeur en voie de disparition ?* Elle y retrace la genèse de la notion de travail et son évolution à travers l'histoire. Elle relativise le fait que le travail puisse assurer seul l'autonomie des individus et contribuer au renforcement du lien social. Elle conclut finalement à la nécessité de « désenchanter » le travail, c'est-à-dire de le déchoir de la place omnipotente qu'il occupe dans notre quotidien pour constater qu'il ne saurait être l'unique point autour duquel nos vies gravitent.

Introduction

Depuis moins de deux siècles, c'est-à-dire depuis peu de temps à l'échelle de l'histoire humaine, nos sociétés sont fondées sur le travail. Ce dernier occupe une place centrale dans les rapports sociaux, place que sa fragilisation – à travers le chômage de masse par exemple – met encore davantage en lumière.

Aujourd'hui, des questions légitimes quant à la place, au sens et à l'avenir du travail se posent, d'autant plus qu'elles concernent chaque citoyen. Elles sont néanmoins occultées ou présentées de façon réductrice, dans le débat public, en raison du traitement – technocratique, économique ou politicien – qui leur est réservé.

Le prisme économique au travers duquel est lue la place du travail dans la société doit, en particulier, être contesté, notamment par la philosophie. Cette dernière permet en effet de resituer le travail dans l'histoire des idées et des représentations et aide à reformuler un certain nombre de problématiques auxquelles nous sommes confrontés. En revanche, l'économie telle qu'elle est enseignée aujourd'hui, en particulier à un certain nombre de responsables politiques, ne dispose pas de la profondeur nécessaire pour épuiser ces questions (connaissances en histoire des idées assez généralistes, au contraire des connaissances techniques et spécialisées transmises).

1.

L'actuel paradoxe des sociétés fondées sur le travail

Les sociétés industrialisées se singularisent par un paradoxe majeur. D'une part, la productivité du travail y a considérablement augmenté depuis un siècle, en particulier à partir des années 1950. Cette tendance aurait pu laisser escompter un relâchement de la contrainte exercée par le travail sur les individus. D'autre part, la hausse de la productivité s'est en pratique accompagnée d'une volonté – au sein de la société – de toujours travailler plus.

L'augmentation de la productivité s'est traduite d'une double façon dans les pays occidentaux. Le travail humain rendu inutile par cette hausse a, d'abord, été vu comme un mal social d'ampleur. En effet, les mêmes catégories sociales que celles utilisées avant cet épisode de hausse de la productivité – notamment celle des chômeurs – ont été convoquées pour analyser cette situation nouvelle. Ensuite, des moyens importants ont été mobilisés afin de créer des emplois (exonérations de cotisations sociales, fluidification du marché du travail, *etc.*), sans que leur stabilité ou leur niveau de rémunération ne constituent les premières sources de préoccupation.

Ainsi, plutôt que tirer parti de l'augmentation de la productivité en adaptant le rapport au travail (encore vu comme aliénant dans les années 1970) à cette nouvelle donne, les sociétés se sont arc-boutées sur le travail comme valeur cardinale.

Au XX^e siècle, les trois courants de pensée majeurs – chrétien, humaniste et marxiste – souscrivent de ce fait à l'idée d'un travail qui se trouverait au cœur de la société. D'un côté, ils l'envisagent comme une catégorie anthropologique, c'est-à-dire invariable dans le temps.

La pensée chrétienne y voit l'activité fondamentale de l'homme, qui permet de continuer – sur Terre – l'œuvre divine. La pensée humaniste y lit le signe d'une liberté créatrice. La pensée marxiste, enfin, y perçoit l'essence même de l'homme.

De l'autre, ils le considèrent comme au fondement du lien social. La première pensée envisage le travail comme utile socialement : il met en relation les êtres. La deuxième considère que le travail est le lieu de la socialisation et de la formation de l'identité individuelle. La troisième y voit le moyen de tendre vers l'utilité générale.

Par ailleurs, ces trois courants ont foi en la possibilité d'un travail non plus aliénant, mais libérateur de l'individu.

2.

Des sociétés sans travail ?

Il apparaît aujourd'hui compliqué de distinguer le travail en lui-même des fonctions dont il est le support, à savoir assurer le lien social ou permettre l'épanouissement de l'individu.

Opérer cette distinction, néanmoins, permet d'aboutir à des constats extrêmement stimulants. D'abord, le travail n'est pas en soi vecteur de lien social et d'épanouissement. Ensuite, ces dernières peuvent être assurées par un autre système social. Enfin, le travail n'a pas invariablement été, dans l'histoire, porteur de ces fonctions. Par extension, il est manifeste que le travail ne constitue pas une catégorie anthropologique, mais au contraire une catégorie éminemment historique. Le travail n'a pas été inventé subitement, mais a été conceptualisé par strate, à une époque donnée où cette invention était devenue nécessaire.

Le retour à l'histoire permet de constater que, pendant longtemps, les sociétés n'ont pas été structurées autour du travail.

Dans les sociétés primitives, il apparaît tout d'abord que la notion de « travail » n'existe pas de façon unifiée en tant que telle. Au demeurant, la satisfaction des besoins – permise précisément par le travail – n'occupe qu'une partie du temps des individus. La distribution des biens matériels au sein de la communauté, enfin, n'obéit pas à des mobiles économiques.

Chez les Grecs et chez les Romains, le « travail » tel qu'aujourd'hui envisagé n'est pas désigné par un vocable unique. On préfère à la notion de « travail » la distinction entre les activités pénibles et les œuvres. En Grèce, le « travail » est méprisé, en tant qu'il renvoie directement à l'idée de servilité. Celui qui travaille est soumis à la nécessité, là où les activités libres (notamment la politique) sont pratiquées

pour elles-mêmes, par des sujets dégagés de contraintes. Dans la pensée chrétienne, le travail – au moins au début – n'est pas valorisé : l'important est avant tout de se consacrer à Dieu. Cette distance initiale avec le travail va, cependant, évoluer. Peu à peu, durant le Moyen-Âge, un cadre propice à la valorisation du travail se constitue, par exemple sous la plume de Saint Augustin et de Saint Thomas. L'idéologie de l'effort producteur finit par voir le jour, attachée en particulier à l'ordre social des *laboratores*.

3.

Acte I : l'invention du travail

Le travail ne gagne que très graduellement sa place centrale au sein des sociétés.

À la fin du Moyen-Âge encore, le commerce est seulement toléré, la volonté d'enrichissement étant pour sa part stigmatisée.

Au XVIII^e siècle, en revanche, l'idée que la richesse doit être augmentée et que le commerce – selon le mot de Montesquieu – peut être « doux » se fraie un chemin. Dans *Recherches sur les causes de la richesse des nations* (1776), Adam Smith cherche ainsi à dégager les lois, comme le ferait un physicien, qui déterminent l'accroissement des richesses. Dans ce raisonnement, le travail, qui est envisagé uniquement comme puissance humaine ou « machinique », occupe une place de choix. Cette place occupée par le travail est d'autant plus remarquable qu'il n'était pas évident, alors, de l'envisager comme créateur de valeur en lui-même. Chez les physiocrates, en effet, seule la nature est envisagée comme susceptible de pouvoir créer, *ex nihilo*, de la valeur.

En fondant l'échange, qui permet d'assurer le lien social, le travail sert de base à la société. Une conséquence non négligeable en découle : l'économie, en plus d'inventer et d'unifier le terme de « travail » sous un seul vocable, se présente comme une réponse philosophique possible à la question de la naissance de la société et de sa perpétuation à travers le temps. Par extension, la société se retrouve obligée de sans cesse produire pour maintenir sa cohésion.

4.

Acte II : le travail, essence de l'homme

À la fin du XVIII^e siècle, le travail a donc endossé un rôle central dans les sociétés : facteur de production, il est également à la source des relations entre les individus.

Pour autant, l'analyse qui en est faite reste limitée. Il est d'une part envisagé de façon abstraite et mécanique, sa nature (par exemple le fait qu'il puisse émanciper l'individu) n'étant jamais questionnée en elle-même. Il n'est, d'autre part et surtout, pas particulièrement valorisé. Diderot le dépeint ainsi dans l'*Encyclopédie* : « C'est l'occupation journalière à laquelle l'homme est condamné par son besoin, et à laquelle il doit en même temps sa santé, sa subsistance, sa sérénité, son bon sens et sa vertu peut-être ».

Il faut attendre le XIX^e siècle pour observer une transformation profonde de la représentation du travail, qui devient alors le modèle de l'activité créatrice par excellence. Sous l'influence d'Hegel, la philosophie allemande est en particulier porteuse de cette évolution : le travail est glorifié en tant qu'essence de l'homme. L'Esprit, selon Hegel, se connaît lui-même en s'opposant à un donné extérieur, fruit de l'activité spirituelle qu'est le travail.

Avec la dégradation des conditions d'exercice du travail se produisent deux autres évolutions.

D'un côté, le concept d'« aliénation » se développe : le travail réel est critiqué, faisant apparaître en miroir le travail tel qu'il devrait être.

De l'autre, le schème utopique du travail est mis au point à l'initiative du socialisme. Ce schème suggère de quelle façon bouleverser les conditions d'exercice du travail, pratiques et juridiques, afin qu'il perde son caractère laborieux et en revienne ainsi à un état pur.

5.

Acte III : de la libération du travail au plein emploi

À la fin du XIX^e siècle, l'enjeu n'est plus tant de réfléchir à l'essence du travail qu'à la manière de le rendre supportable en pratique. La social-démocratie se saisit de cette préoccupation, qui impose de se doter d'institutions spécifiques. L'État-providence, dès lors, va jouer un rôle central. Il apparaît en effet comme le garant de la bonne marche de la société par une double action : augmenter autant que possible la croissance, d'une part ; en redistribuer les fruits, d'autre part, afin d'atténuer le mécontentement généré par les conditions de travail.

En conséquence, le rêve d'une émancipation totale du travail perd en vigueur : il est supplanté par une défense de l'emploi et des avantages, du moins des compensations, qui lui sont attachés. Le XX^e siècle va ainsi être le siècle de l'emploi.

Le modèle de l'État-providence ne constitue pas, néanmoins, l'aboutissement des réflexions sur le travail. Les conditions de la bonne marche de la société (en particulier la garantie de compensations pour la pénibilité du travail) ne sont pas nécessairement toujours remplies, fragilisant un projet social-démocrate qui ne remet pas en cause, en parallèle, le rapport salarial.

6.

L'utopie du travail libéré

S'agissant des potentialités et horizons ouverts par le travail, plusieurs illusions doivent être balayées. L'une d'entre elles tient au fait que le travail pourrait être purement libérateur ou facteur de puissance créatrice.

À l'heure du post-matérialisme, le discours sur un travail qui serait par nature épanouissant n'est en effet pas absent. La frontière entre travail et loisir serait estompée, et la place du travail – paré de ces vertus – ne devrait en aucun cas être réduite dans la vie des individus, sous peine de renoncer à l'essence de l'homme, voire de faire surgir de graves maux (individualisme, délinquance, ennui, etc.).

Néanmoins, cette conception optimiste du travail est socialement située. Elle reflète la vision des professions intellectuelles, qui, effectivement, sont en mesure d'organiser leurs activités relativement à leur guise, si bien que la frontière entre travail et loisir perd de sa pertinence. C'est cependant faire peu de cas des millions de personnes n'exerçant pas une profession intellectuelle, et qui, de ce fait, ne sont la plupart du temps pas en mesure d'organiser leurs activités selon leur bon vouloir.

In fine, le travail ne saurait constituer le lieu d'expression de l'autonomie de l'homme (c'est-à-dire sa capacité à se gouverner lui-même) et de son épanouissement. Pour beaucoup d'individus, il n'est en effet pas une fin en soi, mais est avant tout tourné vers une logique d'efficacité. Il est par ailleurs, et notamment dans le cas du salariat, caractérisé par des rapports hiérarchiques qui placent le travailleur en situation de subordination.

7.

Le travail, lien social ?

L'idée d'un travail assurant le lien social doit, de même, être mise en doute. On lui prête pourtant de nombreuses vertus : il permettrait de forger son identité et d'apprendre la vie en société, de conférer à chacun une utilité sociale ou encore de faire des rencontres dans l'espace public.

C'est négliger le fait que la conception du lien social portée par l'approche économique du travail est extrêmement réductrice. En réalité, le lien social est avant tout un lien forgé dans l'action, de nature politique, et ne saurait être rabattu sur une simple logique d'échanges marchands. C'est également oublier que le travail n'a pas été conçu historiquement pour établir le lien social.

En somme, en voyant le lien social comme intimement lié au travail, on survalorise l'ordre économique au détriment de l'ordre politique. Ce constat, dressé par Hannah Arendt, se double de celui d'un oubli des fins réelles de la société. Pour cause, celle-ci n'aspire pas uniquement à la production et à la richesse, de même que l'homme dispose d'autres moyens d'expression que le travail.

Preuve que l'entreprise n'est pas le lieu privilégié de l'expression de soi, la combinaison des facteurs de production qui y survient pourrait très bien se passer du facteur humain. Sa vocation est en outre de produire, de façon aussi efficace que possible, et non de permettre aux individus de s'émanciper.

Le développement de l'emploi indépendant corrobore par ailleurs l'idée que l'entreprise ne permet pas au lien social de prendre de l'épaisseur.

Dans ce contexte, la question de la possibilité d'être citoyenne se pose pour l'entreprise. Pour l'être véritablement, elle devrait faire endosser à tous les choix qui y sont opérés et les responsabilités qui y sont déployées.

8.

Critique de l'économie

Lorsqu'elle est inventée au XVIII^e siècle, l'économie doit permettre d'assurer l'autorégulation de la société, qu'elle considère comme une juxtaposition d'individus. Elle apparaît aujourd'hui incapable d'envisager une autre conception de la société qui ne soit pas atomiste. Seul l'échange marchand lui importe, au mépris des autres éléments qui permettent de raffermir les liens au sein de la société, à l'instar de l'augmentation du niveau d'éducation ou de l'existence de lieux communs.

Malheureusement, l'économie a diffusé à l'ensemble des sciences sociales ses concepts. Il n'est ainsi pas anodin que l'économie occupe une place de choix dans la formation des politiques, souvent passés par une grande école technique (Polytechnique, ENA, *etc.*) où l'on apprend à traiter les problèmes de régulation.

En se résignant à prendre appui sur l'économie pour organiser la société, on déchoit la politique de son rôle, qui est de servir de guide pour l'intérêt général. On accepte de voir dans le travail l'unique mode de régulation de la société et d'enfermer l'homme dans une conception réductrice.

Or, les débats qui existent aujourd'hui sur les fins que doivent poursuivre les individus en société, ainsi que sur les relations qu'ils doivent entretenir, sont trop importants pour ne pas être inscrits dans le champ de la politique.

9.

Réinventer la politique : sortir du contractualisme

La crise que traversent aujourd'hui les sociétés occidentales les fragilise dans leur capacité à constituer un point d'ancrage pour les identités individuelles.

Dès lors, une philosophie politique s'impose, qui doit permettre de concilier existence de l'individu et existence de la communauté, sans que le lien social ne se résume au seul échange marchand.

Les implications d'une telle philosophie sont de trois ordres. D'abord, la place de l'économie devrait être remise en cause, en inversant le rapport de force. Il s'agirait de subordonner l'économie à la politique, et pas l'inverse. Dans ce contexte, l'économie devrait juste constituer un instrument technique capable d'indiquer comment produire certaines richesses. Il serait également nécessaire de permettre à un nouveau mode de socialisation de se déployer, en réduisant la place accordée au travail.

Ensuite, le rôle de l'État devrait être redéfini. Toujours utile à la prise en compte de l'intérêt général et à l'édiction d'objectifs nationaux, il devrait déléguer la majeure partie des politiques publiques à d'autres instances, comme les collectivités ou les associations.

Enfin, les instruments (fiscaux, sociaux, etc.) employés dans la société devraient être révisés. Cela passerait par exemple par un objectif affiché de baisse des inégalités, atteignable grâce à la mise en place de prélèvements fiscaux ou encore à la facilitation de l'accès à des biens de première nécessité.

10.

Désenchanter le travail

Le travail a longtemps été enchanté, dans la mesure où il a eu vocation à receler une utopie : celle d'un travail émancipant l'individu. Cet enchantement a eu pour effet de nous illusionner.

Il est donc désormais temps de « désenchanter » le travail, au vu de son incapacité à cimenter seul la société. La généalogie seule du travail à travers les deux siècles passés ne suffit pas à le désenchanter, bien qu'elle permette de mettre en lumière ses lacunes. Il faut encore un lieu de substitution, qui permette de recueillir les espoirs jadis transférés sur le travail.

Dès lors, il faut commencer par revoir à la baisse la part du travail dans nos vies, sans l'en évincer totalement. Le travail qui reste disponible doit être partagé entre les individus. La distribution des revenus doit être revue et l'espace public ouvert à d'autres activités, en particulier d'ordre politique.

Il convient néanmoins de garder présent à l'esprit les risques associés à une telle réduction, même contrôlée, de la place du travail dans nos vies. Alors que l'émancipation des femmes est passée, entre autres, par l'accroissement du taux d'emploi, un mouvement de retour de celles-ci au foyer n'est pas à négliger. Les comportements de repli sur soi, faute d'intérêt pour le collectif, pourraient se multiplier. Les conditions de travail, alors même que celui-ci disposerait d'une place relativisée, pourraient ne plus être autant sources de préoccupation qu'aujourd'hui. Enfin, l'allongement des formations – aujourd'hui propice à l'insertion sur le marché du travail – pourrait connaître un frein.

À propos

LeDoTank

LeDoTank est une association dont la vocation est de chercher à combler le déficit de connaissance et de compréhension de ce que sont les entreprises moyennes ; déficit qui touche tous les champs : gouvernance, RSE, financement, performance sociale, etc.

LeDoTank s'inscrit dans l'écosystème des entreprises moyennes en initiant des projets qui associent entrepreneurs, experts et chercheurs pour mieux identifier leurs enjeux propres et chercher à mettre en avant leur singularité afin de proposer des solutions adaptées. Il s'agit de contribuer au renouvellement de leurs pratiques et d'informer les décideurs des règles du jeu sur les spécificités de ces entreprises.

Pour progresser dans ces différentes voies, leDoTank peut compter sur ses partenaires : ce sont des entreprises ou des organisations consacrant des ressources – financières et/ou humaines – à la recherche de réponses concrètes aux enjeux sociétaux qui touchent leurs marchés ou leur environnement direct, mais aussi plus largement, l'intérêt commun.

Contact leDoTank

Lorraine HARRIS
Déléguée Générale
Lorraine@ledotank.com

Nexia S&A

Nexia S&A est un groupe de 500 professionnels, dont 48 associés, spécialisé en audit, expertise comptable et conseil de la direction financière.

Le groupe et ses équipes apportent à leurs clients, PME, ETI et grands groupes, des solutions créatrices de valeurs dans les domaines comptables, financiers et ESG et les accompagnent pour les mettre en œuvre.

Nexia S&A cultive ses valeurs d'esprit d'équipe, confiance et compétence, et fonde son indépendance sur une totale maîtrise de son capital par ses associés et salariés.

Le groupe poursuit une stratégie de croissance maîtrisée fondée sur la présence de ses associés et managers sur le terrain, une offre de services évolutive, la généralisation du digital, une dimension internationale et le développement de la RSE tant en interne qu'au service de ses clients.

Nexia S&A exprime sa responsabilité sociétale dans sa gouvernance et ses pratiques managériales, et est très heureux d'accompagner leDoTank dans sa mission.

Contact Nexia S&A

Olivier JURAMIE
Associé – Directeur Général
o.juramie@nexia-sa.fr

- n°1 : Les marchés à l'épreuve de la morale
- n°2 : La nouvelle question laïque. Choisir la République
- n°3 : Les relations marchandes face au don
- n°4 : Économie utile pour des temps difficiles
- n°5 : Peut-on penser une liberté sans abondance ?
- n°6 : La loi de 1905 n'aura pas lieu. Histoire politique des séparations des Églises et de l'État (1902-1908)
- n°7 : La gouvernance par les nombres
- n°8 : Le capital au XXI^e siècle
- n°9 : Refonder l'entreprise
- n°10 : Les Marchands et le Temple
- n°11 : La société selon Friedrich Hayek
- n°12 : Humanité. Une histoire optimiste
- n°13 : Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie
- n°14 : Printemps silencieux
- n°15 : La crise de l'État-providence
- n°16 : Enrichissement
- n°17 : Terre-Patrie
- n°18 : Temps, économie et modernité
- n°19 : Les révoltes du ciel
- n°20 : La Voie pour l'avenir de l'humanité
- n°21 : L'État ou la violence maîtrisée
- n°22 : Le capitalisme d'héritiers. La crise française du travail
- n°23 : L'impossible automation
- n°24 : L'État consacré par le risque
- n°25 : La 6^e extinction : Comment l'Homme détruit la vie
- n°26 : Le principe de solidarité
- n°27 : Le mythe du déficit. Vers une économie du peuple
- n°28 : La logique de l'honneur. Gestion des entreprises et traditions nationales
- n°29 : Représenter et gouverner. Une histoire de l'élection
- n°30 : Exit, voice, loyalty. Défection et prise de parole
- n°31 : Les désordres du travail. Enquêtes sur le nouveau productivisme
- n°32 : Une histoire des règles en Occident
- n°33 : La fabrique du consommateur. Une histoire de la société marchande
- n°34 : La naissance du principe de précaution. Responsabilité de l'avenir et avenir de la responsabilité
- n°35 : Le travail pressé. Pour une écologie des temps du travail
- n°36 : Penser les risques du progrès. Sociétés du risque et modernité réflexive
- n°37 : Le nouvel esprit du capitalisme
- n°38 : Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme
- n°39 : De l'inégalité parmi les sociétés. Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire
- n°40 : Peut-on faire de la nature un sujet de droit ?
- n°41 : La mort des sorcières et la mort de la nature
- n°42 : Le maniement des hommes. Essai sur la rationalité managériale
- n°43 : Contre-atlas de l'intelligence artificielle
- n°44 : Le travail. Une valeur en voie de disparition ?